



Le spectaculaire échec médiatique à propos de Charlie Hebdo

Par [Shamus Cooke](#)

Mondialisation.ca, 19 janvier 2015
counterpunch.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#)

L'une des ambitions essentielles du journalisme est de répondre à la question « pourquoi ». C'est le devoir des médias d'expliquer « pourquoi » un événement s'est produit, afin que le lecteur puisse réellement comprendre ce qu'il lit. Si l'on évacue le « pourquoi », la page se remplit des suppositions et des stéréotypes que ne manquent pas de dispenser les politiciens, dont les réponses ridicules ne sont jamais contestées par les médias dominants.

Le véritable « pourquoi » du massacre de *Charlie Hebdo* étant resté sans réponse, un coupable – de toute évidence, faux – a été trouvé, ce qui a déclenché une discussion nationale complètement débile dans les médias U.S. pour savoir si l'Islam était « intrinsèquement » violent.

Le simple fait que les médias posent cette question prouve soit une méconnaissance crasse du Moyen-Orient et de l'Islam, soit une volonté délibérée de manipuler les émotions du public en donnant la parole uniquement aux prétendus experts qui croient en de telles absurdités.

Les médias devraient savoir que jusque dans les années 1980, le fondamentalisme islamique était pratiquement imperceptible au Moyen-Orient – excepté dans l'Arabie Saoudite dictatoriale, soutenue par les U.S.A et dont la monarchie régnante ne survit que grâce au soutien états-unien. La religion officielle de l'Arabie Saoudite est une version unique et fondamentaliste de l'Islam, qui constitue, avec la dynastie royale, le socle du pouvoir gouvernemental saoudien.

Avant les années 1980, l'idéologie dominante au Moyen-Orient était le socialisme panarabe, une idéologie laïque qui considérait le fondamentalisme islamique comme rétrograde, tant d'un point de vue social qu'économique. Les fondamentalistes islamiques ourdissaient des attentats terroristes contre les gouvernements « socialistes panarabes » d'Égypte, Syrie, Libye, Irak et d'autres gouvernements qui se sont rapprochés de cette idéologie à différentes époques.

Le fondamentalisme islamique avait virtuellement disparu entre 1950 et 1980, excepté en Arabie Saoudite et plus tard au Qatar qui constituent les derniers bastions et les bases d'accueil des fondamentalistes bannis des pays laïques. Cette dynamique s'est renforcée pendant la guerre froide, quand les U.S.A. se sont rapprochés du fondamentalisme islamique – Arabie Saoudite et États du Golfe – tandis que l'Union Soviétique devenait l'alliée des nations laïques se définissant comme « socialistes ».

En 1978, quand la révolution de Saur en Afghanistan installa un gouvernement d'inspiration socialiste de plus, les États-Unis ripostèrent en s'associant à l'Arabie Saoudite pour fournir quantités d'armes, d'entraînement et de financement aux jihadistes du mouvement fondamentaliste alors à l'état embryonnaire, transformant ce dernier en une force sociale régionale qui allait bientôt devenir les Taliban et al-Qaïda.

Le jihad afghan, épaulé par les États-Unis, représente la naissance du mouvement fondamentaliste islamique moderne. Le jihad a attiré et organisé les fondamentalistes de toute la région, tandis que les alliés des U.S.A. dans les dictatures des États du Golfe se servaient de la religion d'État pour le promouvoir. Les combattants qui partaient se battre en Afghanistan rentraient ensuite dans leur pays, riches d'un entraînement militaire et d'un statut de héros qui suscitaient d'autres vocations.

Plus tard, les États-Unis ont aidé à nouveau les fondamentalistes en envahissant l'Afghanistan puis l'Irak, en détruisant la Libye et en menant une impitoyable guerre par procuration en Syrie. Les fondamentalistes ont présenté ces invasions et la destruction de nations jadis prestigieuses qui s'en était suivie comme autant de preuves que l'Occident était en guerre contre l'Islam.

Le fondamentalisme islamique n'a cessé de prendre de l'ampleur pendant cette période, avant de connaître un essor colossal à partir de la guerre par procuration épaulée par les États-Unis contre le gouvernement syrien, fortifiant considérablement en particulier le jihad afghan.

Une fois de plus, le gouvernement états-unien s'est allié aux fondamentalistes islamiques, lesquels constituent les principaux groupes qui se battent contre le gouvernement syrien depuis 2012. Pour rallier les milliers de combattants étrangers nécessaires, l'Arabie Saoudite, le Qatar et d'autres États du Golfe ont promu le jihad à travers les médias d'État, les personnalités religieuses et les mécènes du pétrole.

Tandis que le mouvement du jihad s'épanouissait en Syrie, les politiciens et les médias états-uniens gardaient le silence, même devant la croissance exponentielle de groupes comme al-Qaïda et l'ISIS alimentés par les énormes quantités d'armes et d'argent fournies par les États du Golfe. Tout cela fut virtuellement ignoré par le gouvernement d'Obama jusqu'en 2014, lorsque l'invasion de l'Irak par l'ISIS a atteint la région kurde parrainée par les États-Unis.

En bref, les guerres états-uniennes en Afghanistan, Irak, Libye et Syrie ont détruit quatre civilisations parmi l'ensemble des nations à majorité musulmane. Des peuples jadis prestigieux ont été anéantis par la guerre - leurs citoyens tués, blessés, réfugiés ou étranglés par le chômage de masse et les privations. Des conditions idéales pour que s'épanouisse le fondamentalisme islamique dans le style saoudien, fort des promesses de dignité et de grandeur que ce dernier fait résonner chez ceux qui en ont été privés

Un autre échec des médias états-uniens à propos de *Charlie Hebdo* est la manière dont ils ont débattu de la « satire », saluant les actions du magazine comme l'expression la plus haute des principes de liberté de la presse et de liberté d'expression.

Il est important de savoir ce qu'est la satire politique et ce qu'elle n'est pas. Bien que la définition varie, la satire politique est généralement comprise comme dirigée contre des gouvernements ou des personnages puissants. C'est une forme redoutable de critique

politique et d'analyse, et elle mérite la protection la plus stricte au nom de la liberté d'expression.

Cependant, lorsque ce même pouvoir comique est dirigé contre des minorités opprimées, comme les musulmans le sont en France, le terme de satire cesse de s'appliquer et il devient un instrument d'oppression, de discrimination et de racisme.

La discrimination à laquelle les musulmans français sont confrontés a considérablement augmenté au fil des années ; l'exemple le plus notoire, abondamment relayé dans le débat politique et médiatique, ayant été l'interdiction prononcée en 2010 de se « couvrir le visage », une mesure expressément dirigée contre le port du voile par les femmes musulmanes.

Cette discrimination s'est encore accentuée quand la classe ouvrière française a été soumise à la pression de l'austérité. Depuis la récession généralisée de 2008, cette dynamique s'est accélérée, et du coup les politiciens appliquent de plus en plus la politique du bouc émissaire contre les musulmans, les Africains et tous ceux qui pourraient être perçus comme des immigrés.

C'est dans ce contexte que les caricatures visant à blesser les musulmans en ridiculisant leur prophète Mahomet – un acte spécialement offensant pour l'Islam – sont extrêmement insultantes et devraient être considérées comme une incitation à la haine raciale en France, pays où les Arabes et les Nord-Africains sont particulièrement visés par les attaques de l'extrême droite contre les immigrés.

Le fait que les gens clament leur solidarité avec *Charlie Hebdo*, journal qui a produit quelques-unes des caricatures les plus racistes et incendiaires contre les musulmans, les Arabes et les Africains du Nord, est un signe clair de la déchéance politique dans laquelle la France est tombée. Cela a participé à la culture de la haine, et s'est traduit par des attaques antimusulmanes après le massacre à *Charlie Hebdo*. C'est exactement cette dynamique, cette politique du bouc émissaire qui a conduit à la persécution raciste des juifs par Hitler.

Peut-être le racisme en France a-t-il dépassé celui des États-Unis, car si jamais le Ku Klux Klan était attaqué en raison de propos haineux envers les Mexicains, il serait impensable que l'opinion publique étatsunienne se mette à proclamer : « Je suis le KKK ».

Charlie Hebdo n'est évidemment pas un journal d'extrême droite. Mais ses attaques incessantes contre les musulmans et les Africains montrent à quel point il s'est intégré à l'establishment politique français. Un establishment qui s'appuie de plus en plus sur la persécution des minorités pour rester au pouvoir, afin d'éviter que les grandes sociétés et les plus riches soient accusés d'être responsables des conditions déplorables de la classe ouvrière française. Mieux vaut critiquer les syndicats et les minorités pour expliquer le triste état de l'économie française dominée par les multinationales.

La seule manière de combattre la politique du bouc émissaire est de dénoncer les forces sociales responsables de la crise économique, et de les faire payer pour les solutions qu'elles voudraient faire financer à la classe ouvrière, à travers les mesures d'austérité et les baisses de salaire.

Shamus Cooke

Article original : [CounterPunch](#), le 14 janvier 2015

Shamus Cooke est travailleur social, syndicaliste et journaliste à Workers Action (www.workerscompass.org). Pour lui écrire : [shamuscooke \(@\) gmail.com](mailto:shamuscooke@gmail.com)

La source originale de cet article est counterpunch.org
Copyright © [Shamus Cooke](http://ShamusCooke.com), counterpunch.org, 2015

Articles Par : [Shamus Cooke](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca